

QU'EST CE QUE JE PEUX FAIRE ?

Informez, continuez à en parler !

La pression sur les décideurs doit être augmentée : Signer des pétitions (par ex <https://www.ccompact.de/ttip/> <http://freihandelsabkommen.at/> ...) prendre contact avec vos représentants, écrire des lettres, ...

Un **comité de soutien européen** (EBI) va être créé. Celui-ci va être annoncé cet été à partir de Septembre, pour cela nous rassemblons des signatures (plus d'infos : <http://ppfr.it/ttipebi>)

spread anti-TTIP and -CETA ebi

OU TROUVER PLUS D'INFORMATION?

Info-Video:



STOP-TTIP.ORG

TTIP-UNFAIRHANDELBAR.DE

WIKI.PARTIPIRATE.ORG/TTIP

PPFR.IT/TTIP

<http://ppfr.it/ttip>

Illustration : CC-BY-2.0 Jim Bahn
Publié sous la direction de : Nicolas Falempin et Nathalie Rosenberg, Parti Pirate France, 21 place de la République, 75003 Paris

 **partipirate.fr**
www.partipirate.fr



Pirates

L'Europe. Sans limites.



C'est quoi le TTIP?

Depuis Juin 2013, l'UE et les Etats-Unis négocient en huis clos un "partenariat de commerce et d'investissement transatlantique" (Trans Atlantic Trade and Investment Partnership - TTIP). La plus grande zone de libre-échange doit être créée, en supprimant de ce qu'on appelle les barrières commerciales non-tarifaires. Il resterait alors à peine encore quelques droits de douane ou entraves aux échanges entre l'Europe et les USA. Pour définir les barrières commerciales, les parties contractantes peuvent en principe tout définir : Protection des consommateurs, l'étiquetage, la protection des données, le droit du travail, la protection de l'environnement et bien d'autres. Puisque la loi du commerce est d'un côté très lourde (et que même l'activité des grands groupes industriels peut contredire), il peut, et il doit y avoir harmonisation. Et en règle générale, cela procède à un abaissement des normes.

Seuls quelques membres choisis du Parlement européen ont accès aux documents secrets de l'état actuel des négociations. Ces représentants doivent s'engager, même sous la menace, à ne pas divulguer d'information au grand public. Les négociations sur le TTIP sont tenues en secret comme on le craignait à juste titre, puisqu'avec raison, il est craint que le sujet ne résiste pas au grand-public. En revanche, les lobbyistes et les entreprises peuvent apporter leurs avis et leurs propositions avant même d'avoir accès à ces documents importants. Les parlementaires ne peuvent à la fin que dire oui ou non.

Coopération réglementaire « living agreement »

Ce « cheval de Troie » pour la démocratie permet des groupements de sociétés et à des fédérations des deux côtés de l'Atlantique d'influencer le contenu des lois bien avant que le législateur ne débattre ou n'initie celles-ci.

Agriculture

La lutte de prix déclenchée par l'accord sur les produits alimentaires poussera les dirigeants d'exploitations agricoles respectueuses de l'environnement à produire de manière plus intensive.

Quels sont les Risques ?

Protection des investisseurs

Avec le TTIP, il devient possible pour les entreprises de poursuivre les États en cas de pertes d'investissement ayant été causés par des décisions politiques. Les plaintes sont entendues devant un tribunal spécial d'arbitrage. Il n'y a pas d'appel possible et la compensation est financée directement avec l'argent des contribuables!

Un exemple actuel : la société suédoise Vattenfall poursuit actuellement la République fédérale Allemande en raison de sa sortie progressive du nucléaire et réclame € 3,7 milliards de dommages et intérêts sur la base d'un accord semblable : Un cas précédent due à des réglementations environnementales plus strictes pour une centrale à charbon a déjà apporté à Vattenfall une compensation de 1,3 Md €.

Droit d'auteur

Déjà grâce à des protestations massives, les accords ACTA demandés par l'industrie du divertissement, visant à développer leurs droits de brevet à plus grande échelle, ont été abandonnés. Les très connues réclamations d'ACTA se retrouvent maintenant dans la nouvelle version du TTIP (verrouillage d'internet, éviter le recours aux médicaments génériques, octroi de licence sur les semences, ...).

OGM (organismes génétiquement modifiés)

Les OGM sont déjà présents dans les champs et les assiettes des européens en vertu de directives de l'UE, même si ce n'est que sous certaines conditions. S'il est également spécifié qu'aucun semences génétiquement modifiées peuvent être cultivées, ce droit national pourrait sauter, si des tribunaux d'arbitrage voient des barrières commerciales dans celles-ci.

Fracking (fracturation hydraulique)

Le Fracking est une méthode contestée visant à permettre l'exploitation de gisements de pétrole et de gaz non conventionnels (dont l'accès est particulièrement difficile). Des tonnes d'eau, mélangé à du sable et à des produits chimiques partiellement toxiques, sont comprimés sous haute pression dans le puits de forage. Environ la moitié de l'eau est pompée vers la surface où elle est stockée dans des bassins jusqu'à évacuation. Le reste reste dans le sol et doit permettre un accès plus facile aux ressources naturelles ensuite. Encore une fois: Avec la protection des investisseurs il devient impossible aux différents pays de l'UE d'interdire la fracturation hydraulique.